

Vers une société du bien vivre :
les interdépendances à l'épreuve des atomismes

Colloque international et interdisciplinaire sur les indicateurs du Bien Vivre

GRENOBLE
—
Du 29 juin
au 1er juillet 2022
—
DOMAINE
UNIVERSITAIRE



APPEL À COMMUNICATION

Colloque organisé dans le cadre du 2ème Forum
International pour le Bien Vivre

forumbienivre.org



Colloque international et interdisciplinaire sur les indicateurs du bien vivre

Le colloque aura lieu du 29 juin au 1^{er} juillet 2022 pendant

le 2^{ème} Forum International pour le Bien Vivre.

Vers une société du bien vivre : les interdépendances à l'épreuve des atomismes

Contexte

Ce colloque scientifique est intégré dans le deuxième forum international pour le bien vivre. Ce forum est organisé par la chaire Paix économique de Grenoble École de Management et l'Université Grenoble Alpes avec différents partenaires représentant les collectivités locales (Grenoble Alpes Métropole et la ville de Grenoble) et plusieurs ONG (CCFD - Terre Solidaire, Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse). Il s'inscrit dans la suite de la recherche-action sur les [indicateurs de bien-être soutenable territorialisés \(IBEST\)](#), du [1^{er} forum international pour le bien vivre](#) organisé en 2018 et de la création d'un centre ressource en ligne « Cap bien-vivre » sur les indicateurs de bien-vivre. Il est intégré dans la programmation du [comité scientifique Grenoble Capitale Verte & Transition](#). Le forum prévoit des moments de mise en commun d'expériences, de réflexions et d'actions entre les participants ou participantes (chercheurs/chercheuses, politiques, acteurs/actrices des mouvements sociaux, entreprises).

En 2018, le colloque scientifique du forum avait traité de la définition collective du bien vivre, des méthodes et des usages des indicateurs de bien vivre, de la participation citoyenne et de la contribution de la recherche au bien vivre. En repartant de ces acquis, la seconde édition du colloque scientifique propose de faire un pas de plus dans la réflexion sur un changement de paradigme en faveur du bien vivre en mettant l'accent sur la prise en compte des interdépendances.

Le colloque s'adresse à des chercheurs ou chercheuses de toutes disciplines (des sciences sociales et au-delà) portant un intérêt d'ordre théorique, méthodologique ou empirique à la question du bien vivre et de ses indicateurs. Les contributeurs et les contributrices au colloque scientifique peuvent également proposer un atelier pour le forum général. Ils ou elles pourront être sollicité.e.s s'ils ou elles le souhaitent pour participer à des temps plus hybrides du forum général.

L'argument du colloque scientifique pourrait s'articuler autour de quatre points.

Changer de paradigme

Dans un contexte de crises majeures (sociales et environnementales), qui remet sur la table la question essentielle du capitalisme, de nombreuses initiatives (autour du bien-être, de la soutenabilité, de l'Ubuntu, du Sumak kawsay, de la santé sociale, ...) ont vu le jour pour concevoir différemment ce qu'est le bien vivre. L'enjeu de ces initiatives est d'accompagner une transformation radicale de l'organisation socioéconomique pour assurer le passage d'un paradigme de la croissance infinie à un paradigme du prendre soin. Dans ce dernier paradigme, l'économie assurerait la soutenabilité des conditions immatérielles et matérielles (biophysiques et socio-institutionnelles) au service de la reproduction de la vie.

Répondre à un seul symptôme des crises en cours ne suffit pas. C'est pourquoi une des ambitions partagées par les initiateurs des démarches autour des indicateurs de bien vivre a été d'apprécier celui-ci de manière multidimensionnelle afin de décloisonner les « silos » existants et de favoriser la transversalité des actions dans et entre les organisations. Or, penser la transversalité de l'action oblige à considérer les interdépendances à plusieurs niveaux : 1) les interdépendances sociales, économiques et écologiques ; 2) les interdépendances entre les personnes et les collectifs ; 3) les interdépendances entre le niveau local, national et global ; et 4) les interdépendances entre les générations présentes et futures.

Pour les chercheurs, prendre en compte ces interdépendances pose une vraie difficulté. Le terme d'« interdépendance » lui-même apparaît discutable, lorsqu'il amène à tracer des lignes de partage trop étanches entre des phénomènes pourtant encastrés, interreliés. Les indicateurs actuellement développés intègrent mal ces interdépendances et le risque est d'arriver à une juxtaposition des expertises et des indicateurs (économiques, sociaux, environnementaux) ne permettant pas d'appréhender la complexité des situations et de concevoir des réponses transversales adaptées aux enjeux. L'hyperspécialisation des disciplines rend difficile la conceptualisation de ces nouveaux objets frontières. Poser les choses en termes d'interdépendance est une voie temporaire pour apprécier la complexité des phénomènes, mais cette première formulation mériterait d'être dépassée. Sur quoi faisons-nous l'impasse théoriquement en posant de telles dichotomies (individuel/collectif, local/national/global, social/économique/écologique) ? Dans quelle mesure ces catégories de pensée limitent-elles notre champ d'appréhension du caractère hologrammique des phénomènes ? Comment d'autres formes de conceptualisation de ces interdépendances pourraient être intégrées dans un processus de quantification (convenir et mesurer) du bien vivre ? Comment prendre en compte les « valeurs » pour progresser vers une société du bien vivre ?

Interdépendances sociales, économiques et écologiques

Les expériences existantes – en termes d'indicateurs de bien-être, bien vivre ou de comptabilité alternative – visent à développer une approche holistique qui oblige à élargir le spectre des dimensions considérées pour observer, évaluer et piloter les actions conduites. Chaque expérience ne couvre pas exactement les mêmes champs d'analyses et d'usages. Pour ne prendre que quelques exemples, la comptabilité alternative peut conduire les organisations à réinterroger les notions de valeur ajoutée, de performance, de capital, de profit, etc., là où les indicateurs « alternatifs » de bien vivre territoriaux viennent élargir le spectre d'appréhension des inégalités, des relations sociales, de la compréhension des besoins, etc. Les indicateurs de qualité de vie, de bien-être dans le milieu de soin vont servir à aller vers une médecine plus préventive, mais aussi à mieux adapter le soin aux vécus quotidiens du patient. Les indicateurs environnementaux vont, quant à eux, permettre de suivre des flux ou des stocks biophysiques en permettant par exemple d'apprécier la nature du métabolisme d'un territoire, l'ampleur des pollutions générées ou le degré d'épuisement des ressources. Ainsi, plutôt que de chercher le « bon outil », l'enjeu semble plutôt de cerner les apports et limites de chacune de ces démarches et d'envisager la manière dont celles-ci, en fonction des besoins, peuvent venir s'enrichir mutuellement.

Pour aller plus loin, quelle est la modularité des différentes démarches et outils existants ? Ceux-ci peuvent-ils être encapsulés dans une révision globale de nos systèmes socio-techniques ? Dans quelles mesures le rapprochement entre des indicateurs sociaux, économiques ou environnementaux issus de différents champs d'expertise (clinique, politique publique, organisation, milieux, etc.) et de différentes disciplines pourraient-ils permettre de mieux cerner les incompatibilités entre les différents enjeux socioéconomiques et écologiques ou/et, au contraire, les voies à suivre pour une mise en comptabilité (en droit et/ou en acte) de ceux-ci ?

Les initiatives pour penser le bien vivre dans les limites de la planète se multiplient : certaines permettent de tracer le chemin de ce qui serait les frontières sûres socialement et écologiquement pour une vie humaine digne¹. D'autres, tels que les Objectifs de développement durable (ODD), compilent des moyens et des finalités très divers pouvant amener à la poursuite d'objectifs contradictoires. Face à cette myriade de démarches et d'outils visant à prendre en compte les enjeux et/ou effets sociaux et environnementaux, on peut se demander : ceux-ci servent-ils à renforcer d'autres logiques de rationalisation ? Ou constituent-ils des instruments servant à investir de nouveaux champs de profitabilité dans une logique capitaliste ? Dans quelle mesure ces instruments maintiennent-ils ou introduisent-ils une logique économique et gestionnaire dans des champs où l'on cherche à préserver ou introduire d'autres logiques d'actions ? La tentation de rabattre les dimensions sociales et environnementales sur le volet économique, comme le font les services écosystémiques ou certains indicateurs d'impact, méritera d'être discutée.

Cette question des limites planétaires ne peut pas être simplement conçue comme une optimisation sous contrainte du bien vivre, mais doit être mise au regard des limites sociétales permettant d'orienter les sociétés vers le bien vivre de tous. Elle doit nous amener au contraire à réviser notre conception de la nature, de la temporalité, des relations humaines et non humaines, et les relations de pouvoir qui sous-tendent le statu quo, etc. En reprenant les mots de l'anthropologue Descola, elle est sans doute l'occasion de venir interroger notre système cosmologique et les lignes de partage que nous traçons entre l'animé, l'inanimé, le solide et l'immatériel.

Interdépendances entre les personnes et les collectifs

Les crises sociales et environnementales auxquelles nous sommes confrontés ont une dimension « surliminale » forte selon le terme du philosophe Günther Anders. Le « surliminal » est ce qui ne peut être facilement assimilé par notre conscience du fait de l'ampleur du phénomène. À cet égard, les indicateurs jouent un rôle de simplification essentiel pour approcher des phénomènes complexes. Ils permettent de réduire l'hétérogénéité du réel et, ainsi, via ce processus d'homogénéisation, de le rendre plus contrôlable.

Les indicateurs sont ainsi des objets de connaissance, mais aussi des objets de pouvoir qui cadrent les représentations et les actions des acteurs. De plus en plus les acteurs deviennent les objets des données, plus qu'ils ne sont en capacité de décider de celles-ci et de leur usage. Comment se réapproprier collectivement la *data* pour éviter sa marchandisation ? Comment se prémunir des formes de régulations hors sol déconnectées du vécu et des besoins des personnes pour au contraire favoriser la construction de communautés rassemblées autour de communs pour faire face aux enjeux sociaux et environnementaux ? Comment résister face à la montée en charge de société de contrôle et favoriser les dynamiques collectives d'émancipation ? Comment éviter que les régulations et data développées au nom de la soutenabilité sociale et environnementale ne servent pas des nouvelles formes d'oppression, notamment pour ceux qui sont déjà dominés ?

Les expériences de construction participative d'indicateurs fournissent déjà des premières pistes de réponses à ces questions sur comment construire collectivement des indicateurs et ouvrir la boîte noire de la quantification. Ces expériences tendent à considérer les indicateurs comme des objets transactionnels et cherchent à faire de ceux-ci des communs au service d'une réflexion plus large sur le bien vivre. Cette science participative basée sur la transversalité des savoirs, questionne le rapport

¹ Cf. les travaux autour d'une bonne vie dans les limites de la planète : <https://goodlife.leeds.ac.uk/> ou Laboratoire de la doughnut economics: <https://www.kateraworth.com/deal/>

entre le savoir expert et celui dit profane. Comment accentuer cette montée en expertise citoyenne (comme le montrent les conventions citoyennes sur le climat) ? Comment réviser notre conception du « savoir » pour mieux intégrer sa dimension expérientielle ? Comment assurer le développement des alliances et des communautés d'acteurs autour du bien vivre et de leurs indicateurs ? Comment ces communautés pourraient-elles transformer en profondeur la structure de toutes les activités économiques (marchandes, non marchandes, domestiques) ?

Au-delà du fait de rendre visible les violences engendrées par l'organisation socioéconomique, comment les indicateurs de bien vivre peuvent-ils être au service d'une reconstruction de systèmes de solidarité, de protection et de redistribution ? Comment peuvent-ils permettre d'accompagner des transformations de la structure sociale favorisant l'individuation (et non l'individualisme) et la sublimation des affects négatifs plutôt que le ressentiment ? Comment passer d'un paradigme économique guerrier basé sur l'exploitation, la conquête, l'appropriation, l'expropriation, l'indifférence à un paradigme de la paix économique basé sur le fait de prendre soin, de coopérer, de faire communauté et mettre en commun, de s'épanouir par et dans le collectif ? Comment élargir notre appréhension de la valeur au-delà de l'économie pour considérer les valeurs dans leur hétérogénéité ?

Interdépendances territoriales, interscalaires et historiques

Les indicateurs de bien vivre ont pour le moment été développés pour des unités spatiales délimitées de manière cohérente par rapport aux limites administratives existantes. Ce qui est hors territoire demeure un invisible, ce qui tend à produire une forme d'atomisme spatial (et temporel). Comment mieux prendre en compte la spatialité, les territoires, leurs dynamiques historiques et leurs interrelations dans la construction des indicateurs de bien vivre ? Comment mieux appréhender les relations de pouvoir et de coopération entre acteurs qui freinent ou, au contraire, participent à l'émergence d'une nouvelle organisation socioéconomique ? Comment éviter la juxtaposition des échelles ? Leur réification ? Est-ce possible de développer de tels indicateurs inter-scalaires ? Les outils de représentation multiscalaire, proposés par la géomatique par exemple, pourraient être à cet égard extrêmement utiles.

Par ailleurs, nos catégories conceptuelles et abstraites d'appréhension de la territorialité (Nord/Sud, local, global, national) minimisent les multiples spatialités. Comment mieux appréhender dans la construction et l'usage des indicateurs les processus et articulations régionaux spécifiques tout en concevant leur encastrement dans un « tout » ? Comment mieux saisir les interdépendances territoriales, les réseaux et coopérations entre territoires ? Les territoires présentent des différences de capacité qui mériteront également d'être discutées.

Enfin, la question de la concurrence dans l'usage des espaces amène à s'interroger sur la manière de concevoir une économie locale aux services des besoins des habitants. Comment développer une économie humano-centrée ? Quelle partie de nos activités faut-il limiter ou abandonner ? Quelles activités considérées comme socialement utiles doivent être soutenues dans leur développement à l'échelle locale ? Comment les entreprises peuvent-elles procéder aux mutations (en termes de gouvernance, de management, de stratégie d'implantation, etc) nécessaires à la transition socioécologique ? Quels indicateurs à l'échelle des organisations privées et publiques peuvent accompagner cette transformation des organisations socioéconomiques et des filières ? Quels rôles allouer à l'action publique et à l'action privée dans la gestion des communs (air, eau, données, savoir, etc.) ?

Langues :

Les propositions peuvent être soumises en français et en anglais.

Date de soumission :

10 février 2022 Nouvelle deadline, le 18 mars : soumission des propositions (3,000 signes), avec un CV court (1 page).

Fin mars 2022 : sélection des propositions.

Comité scientifique :

Tom Bauler, économiste, chaire « Environnement & Économie », Université libre de Bruxelles

Thomas Boccon-Gibod, philosophe, IphiG (EA 6988), UGA

Grégoire Feyt, géographe, PACTE (UMR 5194), UGA

Jérôme Gensel, informaticien et géomaticien, Steamer LIG, UGA

Gazi Islam, science de gestion, GEM

Bruno Lamotte, économiste, CREG (EA 4625), UGA

Nelly Niwa, architecte-urbanisme, environnement, UNIL, Université de Lausanne

Le Nhu-Tuyen, comptabilité, chercheuse associée à la chaire Paix économique, GEM

Fiona Ottaviani, économiste, chaire Paix économique, GEM

Frédéric Parrenin, glaciologue/paléoclimatologue, Institut de Géosciences de l'Environnement, CNRS/INSU/IRD/UGA/INP

Hugues Poissonnier, science de gestion, chaire Paix économique, GEM

Michel Renault, économiste, CREM (UMR 6211), Université de Rennes 1

Clémentine Rossier, démographe, institut de démographie et socioéconomie, UNIGE

Marlyne Sahakian, sociologue, UNIGE

Rebecca Shankland, psychologie, DIPHE, Université Lumière Lyon 2, LIP/PC2S - UGA

Dominique Schneider, biologiste, Tree TIMC, UGA

Magali Talandier, urbanisme et aménagement du territoire, PACTE (UMR 5194), UGA

Contact et soumission pour le colloque scientifique :

Fiona.ottaviani@grenoble-em.com

Les chercheurs et chercheuses peuvent aussi proposer un atelier dans le forum général :

[Appel à contributions](#)